

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

**DIXIÈME ANNÉE N°1186 DU 31 JANVIER 2015**

1801/2015 : 214<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BONNE ET HEUREUSE  
ANNÉE 2015**



**SUIVEZ NOUS SUR**



**NOUVELLE BAISSSE  
DU PRIX DE L' ESSENCE**

**LE CURIEUX  
AGENDA  
DU MINISTRE  
DES COLONIES**

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 9

SANTÉ page 15

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 16

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 19

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 22

Nombre de pages :24

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## **ADMINISTRATION :**

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 55 93 53 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 55 93 53 ;

Agence de presse : Média info

## **RÉDACTION**

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : ELUTHER JEAN PAUL**

**COMITÉ DE RÉDACTION: José Ayassamy; Romuald Myriam; Jacques Davila; Wesley Aminata.**

**2 LA NATION N°1186 / SAMEDI 31 JANVIER 2015**

### LE CURIEUX AGENDA DU MINISTRE DES COLONIES

A l'occasion de la présentation de ses vœux, George Pau-Langevin, la ministre des colonies, a annoncé que 2015 verrait le déploiement d'un agenda social. Selon George Pau Langevin, "maintenant que les bases économiques solides sont posées, il faut améliorer la vie quotidienne et notamment renforcer le lien social". Deux grands sujets devraient être concernés par cet agenda social.

#### Un plan spécifique pour le logement

Le premier est celui du logement. Il devrait se traduire par l'élaboration d'un plan logement, dont la signature est prévue pour le mois de février avec Sylvia Pinel. Ce plan devrait porter notamment sur la lutte contre l'habitat insalubre et concerner également la question récurrente du logement social, sur lequel les DOM présentent un retard important par rapport à la métropole. En octobre dernier, la commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-Mer (Cnépéom) avait remis à George Pau Langevin son rapport biennal 2013-2014 (voir notre article ci-contre du 27 octobre 2014). Ce document mettait en évidence le fait qu'environ 80% des habitants des DOM sont éligibles au logement social. L'Union sociale pour l'habitat (USH) estime le déficit du parc social à environ 100.000 logements outre-mer. L'offre s'est pourtant nettement améliorée ces dernières années, notamment depuis la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (Lodéom). Ainsi, 6.779 logements sociaux neufs, en locatif et en accession à la propriété, ont été livrés dans les DOM en 2013. Mais cela ne suffit pas, car la demande reste importante et les besoins réels sont estimés autour de 10.000 logements sociaux supplémentaires par an. A noter que le plan annoncé par George Pau-Langevin ressemble étroitement à celui annoncé par son prédécesseur Victorin Lurel devant le 74e Congrès de l'USH en septembre 2013. La mise en œuvre de ce plan n'avait pas donné lieu à un suivi.

## **Un "effort de rattrapage" en matière de santé**

Le second volet de l'agenda social devrait concerner le secteur de la santé. Il s'agira, en l'occurrence, d'engager "un effort de rattrapage" dans des territoires qui connaissent "une situation sanitaire dégradée par rapport à la métropole". La ministre a évoqué quelques exemples de ce retard, comme les questions de mortalité infantile, de diabète, d'obésité et d'addictions. En outre, et contrairement à une idée reçue, les DOM se trouvent dans des situations démographiques très contrastées. Ils comptent en effet à la fois les deux départements les plus jeunes de France (la Guyane et Mayotte), mais aussi des départements parmi les plus âgés (la Martinique et la Guadeloupe). Concernant ce volet santé, et à l'inverse du nouveau plan pour le logement, la ministre des Outre-Mer n'a pas donné d'indication de calendrier. Le ministre des colonies connaît une Guadeloupe située sur la lune mais pas sur notre planète . Menter , menter , il en restera toujours quelque chose .

## **LES CURIOSITÉS INSTITUTIONNELLES MALSAINES FRANÇAISES**

La loi invente le scrutin binominal par sexe à deux tours qui n'existe nulle part au monde, avec un couple indissociable formé d'un homme et d'une femme, « le couple politique départemental » chacun des composants ayant un suppléant du même sexe pour les élections départementales. Paradoxalement, le caractère hétérosexuel est ainsi affirmé à une époque où s'affiche au contraire la diversité des couples civils. Pour le reste, le flou et les incertitudes domineront jusqu'au dernier moment. Ainsi, on pensait que les élus départementaux conserveraient la compétence générale qui était celle de leurs prédécesseurs jusqu'à la fin de leur mandat. Mais finalement, on s'oriente vers des missions spécialisées qui vont fragiliser une institution destinée à disparaître à terme. Mais, la résistance est à l'œuvre et trouve son bastion au sein du Sénat. Si les compétences en matière sociale restent acquises, notamment en faveur de la petite enfance ou des personnes âgées, le transfert aux régions de la gestion des collèges fait aujourd'hui débat à la suite des événements récents. Elle pourrait être maintenue aux départements compte tenu des nouvelles mesures qui pourraient être prises dans ce domaine. Ces derniers voudraient conserver également leurs prérogatives en

matière d'investissements pour le développement économique. En définitive, le pouvoir risque une fois de plus de ne pas avoir la volonté de choisir. Mais à terme, on fera ainsi surgir de nouveaux conflits entre les régions qui manifestent leur esprit de conquête et les départements qui veulent échapper à une mort lente. Ce qui n'ira pas dans le sens de la simplification administrative et aura en définitive un coût supplémentaire pour les citoyens. Avec une seule certitude : lors des élections suivantes, une autre loi sera mise en œuvre, qui défera en partie ce que celle d'aujourd'hui s'efforce laborieusement de mettre sur pied, avec ce grand défaut français d'être incapable d'élaborer des schémas à long terme et de vivre constamment au jour le jour. Pauvre Guadeloupe obligée d'avalier les unsugnifiances françaises.

## **JEAN MARC SOLVAR RECONNU COUPABLE**

L'ancien chef de cabinet du maire de Pointe-à-Pitre a écopé de six mois de prison avec sursis. Et il devra rembourser près de 20 000 euros à la municipalité. Le journaliste Gilbert Pincemail a été relaxé. Pour mémoire, les deux hommes avaient comparu le 18 décembre dernier devant le Tribunal correctionnel de Pointe à Pitre. Jean-Marc Solvar-Coudair devait répondre de détournement de fonds publics et de trafic d'influence. Et Gilbert Pincemail de trafic d'influence. Le jugement avait été mis en délibéré au 29 janvier dernier, pour des faits qui s'étaient déroulés entre 2008 et 2013. Le premier a été reconnu coupable de détournement de fonds publics. L'enquête avait déterminé qu'il avait fait en sorte que ces fonds soient versés à une entreprise qui fournissait des matériaux pour la construction de sa villa. Jean-Marc Solvar-Coudair a donc écopé de six mois de prison avec sursis. Il devra, par ailleurs, rembourser 19 000 euros à la municipalité. Dans cette affaire, le journaliste Gilbert Pincemail a, en revanche, été totalement relaxé du chef d'accusation de corruption. Il avait mis à sa disposition un crédit de 7 000 euros dans une entreprise qui vend des matériaux au nom d'une société qu'il gérait. Mais il ignorait le détournement effectué, suite à la falsification d'un Relevé d'Identité Bancaire par Jean-Marc Solvar-Coudair.

## NOUVELLE DIMINUTION DES PRIX EN EUROPE

Les prix ont diminué de 0,6 % en janvier dans la zone euro, après une baisse de 0,2 % en décembre, a annoncé, vendredi 30 janvier, l'office européen de statistiques Eurostat dans une première estimation. La nouvelle a été mal accueillie à la Bourse de Londres, qui évoluait en baisse dans la matinée, préoccupée par la fragilité économique des 19 pays de l'Union européenne ayant l'euro pour monnaie. Dans cette région où, comme l'observe Isabelle Job-Bazille, directrice des études économiques du Crédit agricole, « les pressions déflationnistes existent depuis la crise financière de 2008 », il est assez logique qu'une deuxième baisse consécutive des prix ait relancé les spéculations sur les risques de déflation. Logique, oui. Mais pas toujours fondé. Car l'inflation négative de janvier est principalement due à la chute des prix du pétrole (- 8,9 %, après - 6,3 % en décembre). Hors énergie, les prix ne baissent pas ou baissent très peu. Or, la réduction de la facture pétrolière est une bonne nouvelle pour les pays de la zone euro, majoritairement importateurs d'or noir. Elle va soutenir la demande en Europe, observe Benoît Heitz de la Société générale, et pourrait permettre à la consommation de redémarrer. « L'inflation négative de janvier n'a rien d'un mécanisme déflationniste au sens où la déflation est une chute de la demande provoquée par une chute des prix qui s'installe et aggravée par une montée des taux d'intérêt réels », confirme Patrick Artus, économiste en chef de Natixis.

## ANGELA MERKEL CONTRE LA RÉDUCTION DE LA DETTE GRECQUE

La chancelière allemande a exclu samedi dans un entretien à la presse un "nouvel effacement" de la dette de la Grèce comme le souhaite le nouveau Premier ministre grec Alexis Tsipras. La chancelière allemande reste farouchement opposée à une réduction de la dette grecque, soulignant notamment qu'il y a déjà eu un renoncement de créanciers privés. (Martin Meissner/AP/SIPA) La chancelière allemande reste farouchement opposée à une réduction de la dette grecque, soulignant notamment qu'il y a déjà eu un renoncement de créanciers privés. "Il y a déjà eu un renoncement

volontaire des créanciers privés, les banques ont déjà renoncé à des milliards de créances sur la Grèce", a justifié la dirigeante allemande dans un entretien au Hamburger Abendblatt. "Je ne vois pas de nouvel effacement de la dette", a ajouté Angela Merkel. Début 2012, la Grèce avait procédé à une opération d'échange de dette: les créanciers privés avaient vu leurs titres remplacés par d'autres moins rentables. Quelque 100 milliards d'euros de dette ont ainsi été effacés. Mais le pays, sous assistance financière internationale depuis 2010, croule toujours sous le poids d'une dette qui atteint quelque 175% de son Produit intérieur brut (PIB). "L'Europe va continuer de montrer sa solidarité à la Grèce comme aux autres pays particulièrement touchés par la crise si ces pays entreprennent des réformes et des mesures d'économies", a poursuivi la dirigeante, adepte de l'orthodoxie budgétaire rejetée par les nouvelles autorités à Athènes. Interrogée sur les premières annonces du gouvernement de Alexis Tsipras comme l'augmentation du salaire minimum et l'embauche de fonctionnaires, Angela Merkel a souligné: "Nous, c'est-à-dire l'Allemagne et les autres partenaires européens, nous attendons de voir avec quel concept le nouveau gouvernement grec vient vers nous". Alexis Tsipras, qui a prévu de se rendre en Italie et en France mardi et mercredi, souhaite une renégociation de la gigantesque dette de son pays. Mais il s'oppose à une fin de non-recevoir de dirigeants européens qui ne cessent de rappeler la Grèce à ses engagements, en particulier l'Allemagne. Aucune visite du nouveau Premier ministre grec n'est pour le moment prévu à Berlin.

## **ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE**

### **NOUVELLE BAISSSE DES PRIX DU CARBURANT À LA POMPE**

À partir du, 1er février, le prix du sans-plomb diminue de 5 centimes, celui du gazole affiche une baisse de 7 centimes. Le communiqué de la Préfecture en donne les justifications : « Le décret du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz sont révisés chaque mois. En janvier dernier, la baisse du cours des matières premières des produits pétroliers s'est poursuivie. Cette baisse est toujours liée au déséquilibre entre l'offre, nourrie notamment par la production de brut aux États-Unis, et la demande. La dépréciation de 5% de l'euro au cours du mois de janvier atténué légèrement l'effet de la baisse des cours des

matières premières. Le prix du gaz augmente, conséquence d'une hausse de la demande, liée à la période de grand froid sévissant depuis le début de l'année dans l'hémisphère nord. Par conséquent, à compter de demain 1er février à zéro heure :

1°/ Pour les carburants routiers, les prix maxima sont fixés comme suit :

- Super sans plomb : 1,32 euros soit - 5 cts par rapport à janvier (1,37 euros)

- Gazole route : 1,19 euros soit - 7 cts par rapport à janvier (1,26 euros)

2°/ Pour la bouteille de gaz de pétrole liquéfié de 12,5 kg, le prix maximum est fixé à 19,03 euros au lieu de 19 euros en novembre, soit une hausse de 0,03 euros.

A titre de comparaison, en France , le prix moyen constaté est de 1,28 euros pour le super sans plomb et de 1,12 euros pour le gazole. Il faut toutefois noter que dans l'hexagone où les prix des carburants sont libres, la plupart des stations-services n'emploient pas de pompistes. A l'inverse, les stations de Guadeloupe emploient environ 800 salariés, participant ainsi à un équilibre social qu'il convient de préserver. L'observatoire des prix, des marges et des revenus a été informé de ces évolutions ».

## **0,8 % D' AUGMENTATION DES PRIX EN DÉCEMBRE**

Selon l'INSEE Au mois de décembre 2014, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente de 0,8 %. Cette évolution est due à la hausse des prix des services et des produits manufacturés partiellement compensée par le recul des prix de l'alimentation et de l'énergie. En glissement annuel (décembre 2014 par rapport à décembre 2013), les prix progressent de 0,6 %. Les prix de l'alimentation diminuent de 0,4 %, cependant sur un an, ils augmentent de 1,4 %. La baisse des prix des produits frais (- 2,7 %, + 3,2 % sur un an) est essentiellement tirée par la baisse des prix des légumes (- 6,1%). Hors produits frais, les prix de l'alimentation augmentent légèrement (+ 0,2 % ; + 0,9 % sur un an). Cette évolution porte principalement sur le « lait, fromage, œufs » (+ 1,5 %). Les prix



des produits manufacturés augmentent de 1,0 % (– 0,4 % sur un an), conséquence notamment du renchérissement des prix de l'habillement et chaussures (+6,0 % ; – 2,1 % sur un an). Les prix des autres produits manufacturés progressent légèrement de 0,2 % (+ 0,2 % sur un an). Néanmoins, les prix des véhicules baissent (– 1,2 %). Parallèlement, les prix des produits de santé diminuent de 0,2 % (– 2,6 % sur un an). La baisse des prix de l'énergie continue (–1,8 % ; –1,1 % sur un an), conséquence du recul des prix des produits pétroliers (– 2,4 % ; –2,8 % sur un an). Ainsi les prix du supercarburant et du gazole fléchissent respectivement de 3,3 % et 0,7 %. Celui de la bouteille de gaz baisse également (–1,8%). Les prix des services augmentent de 1,8 % (+ 1,4 % sur un an). Cette hausse est due principalement à l'augmentation des tarifs des transports et communications (+ 7,0 % ; + 1,8 % sur un an). En effet, les prix des transports aériens de voyageurs progressent de 18,7 % ce mois-ci. Les prix des loyers et services rattachés sont quasi stables (+ 0,1 % en décembre 2014 et + 0,6 % sur un an ), en raison de la prise en compte du renouvellement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (+3,1 %). Les prix des « autres services » augmentent de 1 %, portés par la hausse des prix des voyages organisés (+ 21,5 %). À l'inverse, les prix des services de santé reculent légèrement (– 0,1 % ; – 0,7 % sur un an).

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

## **A**FFAIRES MONDIALES

**SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES**

### **L' ACTION DES BANQUES CENTRALES**

Il arrive que les banques centrales prennent des décisions étonnantes. Les récentes annonces en sont l'illustration. L'annonce par la BCE, le 22 janvier, d'une politique de quantitative easing (QE) est sans doute liée à la pression politique, morale et juridique qu'elle a subie. Ce choix est inquiétant d'un point de vue économique et financier. Car, normalement, on recourt au QE quand le problème de l'économie, c'est l'insuffisance de liquidités. Or ce

**9 LA NATION N°1186 / SAMEDI 31 JANVIER 2015**

n'est pas le cas en 2015 dans la zone euro : les prix des actifs sont élevés, les taux d'intérêt sont très bas – 0,4% pour l'Allemagne, 0,6% pour la France –, et les banques n'ont pas besoin de liquidités supplémentaires. Le résultat le plus probable, c'est que la BCE va générer de grosses perturbations financières, créer des bulles sur tous les actifs, en particulier sur les actions qui, aujourd'hui, sont à leur juste prix. Cette politique est dangereuse : elle rend l'institution de Francfort prisonnière des anticipations des marchés. Et elle risque d'aboutir à des taux d'intérêt négatifs, à des actions surévaluées, sans effet positif sur la croissance. Car, on l'a constaté de 2002 à 2008, la hausse des prix des actifs ne conduit pas les ménages de la zone euro à consommer davantage ou à épargner moins. Deuxième exemple, la BNS. L'abandon brutal, le 15 janvier, du plancher de taux de change à 1,20 franc suisse pour 1 euro est difficile à comprendre et pose des problèmes. Il peut causer trois effets : un risque d'appréciation excessive du franc suisse, une perte de crédibilité (la politique du plancher du taux de change ne pourra plus être utilisée) et un danger pour l'économie. Un franc suisse fort fait peser la menace de déflation et compromet la compétitivité de l'industrie. On croyait révolue la période où les banques centrales pensaient qu'elles devaient "surprendre les marchés" pour être efficaces. Aujourd'hui, dans leur majorité, elles ont choisi d'être transparentes. Une annonce brutale comme celle de la BNS peut créer, elle aussi, une forte instabilité financière. Dernier cas, la BoJ, qui a commencé un QE en 2013, alors que les Américains annonçaient qu'ils cesseraient le leur. Le Japon est un des seuls pays où l'économie va mieux quand le change est plus fort. Car, lorsqu'il déprécie le yen, il ne réalise pas plus d'exportations – les produits qu'il vend à l'étranger étant sophistiqués et peu sensibles au prix – et paie bien plus cher ses importations. Donc, il crée une récession. Une réalité que le gouvernement japonais n'a pas encore comprise.

## **AMÉRIQUE CARAÏBE**

### **BRÉSIL : PREMIER DÉFICIT BUDGÉTAIRE PRIMAIRE DEPUIS 10 ANS**

Le Brésil, 7e économie mondiale, a terminé l'année 2014 avec un déficit budgétaire primaire (déficit hors charge de la dette) de 0,63% du PIB en raison du ralentissement de la croissance, le

premier déficit depuis 2002 quand il a commencé à être calculé. Dans un communiqué vendredi, la Banque centrale précise que ce résultat négatif annuel a été de 32,5 mrd de réais (11,2 mrd CHF) pour le secteur public, qui comprend les gouvernements central et régionaux et les entreprises publiques. L'indicateur est loin de l'excédent de 1,88% du PIB (91,3 mrd de réais) obtenu en 2013. Pour le seul mois de décembre 2014, le déficit a été de 12,9 mrd de réais, selon la Banque centrale. Avec une économie en berne depuis quatre ans et une inflation en hausse, le Parlement a révisé en décembre la loi de finances à la demande du gouvernement pour pouvoir clore ses comptes sans avoir besoin de respecter l'objectif d'excédent budgétaire fixé. Ce projet de loi déduit du calcul la totalité des dépenses liées au vaste Programme d'accélération de la croissance (PAC) du gouvernement et à ses mesures d'exonérations fiscales pour certains secteurs de l'économie. En 2014, le gouvernement n'a réussi à économiser que l'équivalent de 0,6% du PIB. Le ministre de l'Economie, Joaquim Levy, s'est fixé un objectif d'excédent budgétaire primaire (excédent budgétaire hors charge de la dette) de 1,2% du PIB pour 2015 et d'au moins 2% du PIB pour 2016-2017 pour relancer la croissance. Le respect de cet objectif est suivi de près par les marchés et les organismes internationaux. La croissance du PIB brésilien s'est détériorée en passant de 7,5% en 2010 à une prévision proche de zéro pour 2014.

## **LA CEPALC AU SOMMET DE LA CELAC**

La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a dévoilé aujourd'hui un panorama économique et social des nations qui composent la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) lors du Troisième Sommet de ce groupe de pays qui se développe au Costa Rica. Alicia Barcena, Secrétaire exécutif de la CEPALC, a parlé lors de la session plénière de la réunion au nom du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon. La réunion était présidée par le président du Costa Rica un pays qui assure actuellement la présidence de l'CELAC-, Luis Guillermo Solís, en présence de chefs d'État et autres hauts fonctionnaires des 33 pays membres du groupe. Barcena a donné aux participants le document préparé par la CEPALC en tant que contribution à la Troisième Sommet des CELAC, qui sont présente synthétiquement la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les domaines économique, social et

les questions de population et de l'investissement étranger , le commerce et l'égalité des sexes. Le haut représentant de l'Organisation des Nations Unies a souligné que l'étude fait partie des autres publications de la CEPALC a accompagné le processus de croissance de la CELAC, surtout documents Premier Forum de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et Chine: explorer les possibilités de coopération dans le commerce et l'investissement -entregado récemment à Beijing cette année, Ressources naturelles: état et les tendances pour le programme de développement régional en Amérique latine et dans les Caraïbes - préparé pour le deuxième Sommet des CELAC à La Havane en Janvier 2014 et le plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éradication de la faim de 2025 CELAC - développé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec la contribution de la CEPALC et l'Association latino-américaine (ALADI). Barcena a déclaré que le Panorama économique et social de la CELAC 2014 montre que l'Amérique latine dans son ensemble a augmenté de seulement 1,1% l'année dernière, ce qui représente la plus faible croissance depuis 2009, bien que les chiffres de croissance ont montré une grande hétérogénéité entre les pays. Toutefois, cette mauvaise performance n'a pas affecté le taux de chômage en termes proportionnels ou les dépenses de mal et l'investissement public. Il a ajouté que le cycle des prix élevés des produits de base, qui est touche à sa fin, il semble avoir été sous-utilisés pour le renforcement des politiques de protection sociale qui peuvent réduire la vulnérabilité aux cycles économiques. Sur le plan social, Barcena a déclaré qu'il est préoccupé par une tendance naissante à la stagnation du taux de réduction de la pauvreté, que le rapport annuel vérifié CEPALC Panorama social de l'Amérique latine 2014 , publié cette semaine par la Commission. "Les défis sont toujours présents, la région a encore besoin de profonds changements structurels pour avancer sur la voie de l'égalité et de la prospérité pour tous", a déclaré le Secrétaire exécutif de l'organisme. Il a ajouté que cette année apportera des défis importants pour la CELAC, comme l'approbation lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies un agenda post 2015 de développement qui a un universels, interdépendants et indivisibles, où tous les pays, peu importe leur état de développement sont conjointement responsables de la conformité, basée sur le principe des responsabilités communes mais différenciées. Autres faits saillants seront la réalisation de la Conférence internationale sur le financement du développement,

pour lesquels la CEPALC et le gouvernement chilien ont appelé à la Consultation régionale de l'Amérique latine et les Caraïbes sur le financement du développement (qui se tiendra au siège de CEPALC les 12 et 13 Mars) et le Sommet II CELAC-UE, qui se tiendra à Bruxelles en Juillet. "La CELAC est le plus important succès politique de ces derniers temps dans la région et de la CEPALC, à travers toutes ces contributions, réitère son engagement à la consolidation et à la réussite de cette communauté», a conclu Barcena.

## **RUSSIE**

### **LA BANQUE CENTRALE CHANGE DE STRATÉGIE**

La banque centrale de Russie a tenté vendredi 30 janvier d'apporter une bouffée d'oxygène à une économie au bord de l'asphyxie avec une baisse surprise de son taux directeur, sacrifiant le rouble qui a replongé à ses pires niveaux depuis les journées noires de décembre. La Russie, dont l'économie pâtit des sanctions liées à la crise ukrainienne et de la chute des cours du pétrole, a enregistré une croissance de son produit intérieur brut de 0,6% en 2014, contre 1,3% en 2013, selon des statistiques officielles publiées le même jour. Cette première évaluation du service des statistiques Rosstat est conforme à l'estimation du ministère de l'Economie, qui a déjà prévenu qu'une lourde récession était à prévoir pour 2015. En ramenant son taux directeur de 17% à 15%, la Banque de Russie est revenue partiellement sur la hausse drastique décidée mi-décembre. Le rouble, après des mois de dépréciation sur fond de crise ukrainienne et de chute des cours du pétrole, venait alors de subir un plongeon sans précédent en 15 ans de pouvoir de Vladimir Poutine. La panique gagnait la population qui retirait massivement des fonds des banques, qui pour les convertir en devises, qui pour acheter de manière frénétique téléviseurs, automobiles ou meubles en prévision de hausses de prix. Cette mesure avait apporté une certaine stabilisation sur le marché des changes et des voix dans les milieux économiques réclamaient donc une baisse rapide du taux, dont le niveau rendait l'endettement intenable pour les ménages et les entreprises. Mais les économistes, unanimes, estimaient qu'il faudrait attendre, vu l'accélération persistante de l'inflation déjà à un taux annuel de plus

de 12% et qui devrait dépasser 15% au printemps selon les autorités. Surtout, le moment semblait mal choisi en plein nouvel accès de faiblesse de la monnaie sur fond de regain de violences en Ukraine --et donc de menace de nouvelles sanctions-- et de mauvaise nouvelle pour la Russie avec la décision de Standard & Poor's de reléguer sa dette souveraine dans la catégorie "spéculative" boudée des investisseurs. Le rouble a aussitôt rechuté à des niveaux plus vus depuis le mardi noir du 16 décembre. L'euro s'envolait au delà du seuil de 80 roubles, à 80,03 roubles vers 12H00 GMT, et le dollar des 70 roubles, à 70,48 roubles. La Banque de Russie a expliqué vouloir "prévenir une chute importante de l'activité dans un contexte de facteurs extérieurs négatifs", dans une référence apparente aux sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne ainsi qu'à la chute des cours du pétrole. La banque centrale prévoit en effet une chute de 3,2% du produit intérieur brut au premier semestre, après une croissance évaluée à 0,6% en 2014. A 17%, le taux directeur restait "assez haut pour permettre d'atteindre les objectifs d'inflation à moyen terme, mais n'est pas de nature à provoquer un refroidissement excessif de l'économie", a plaidé la présidente de la banque centrale, Elvira Nabioullina, citée dans un communiqué. "Une baisse de deux points permettra de relancer le crédit pour le secteur réel", a-t-elle assuré. La Banque de Russie estime par ailleurs que sa hausse des taux de décembre a eu les objectifs escomptés pour apaiser la situation, et que "l'ajustement" actuel des prix à la chute de la monnaie est "temporaire", permettant un retour à l'inflation sous 10% d'ici à la fin de l'année. Totalelement inattendue, cette décision "est positive pour l'économie et pour le marché", a estimé Oleg Kouzmine, économiste chez Renaissance Capital. "Les conditions difficiles du crédit avaient placé une lourde pression sur les banques et ainsi sur le crédit". Cet économiste a jugé que cette décision pourrait s'expliquer par le retour de Dmitri Toulina. Ce vétéran de la banque centrale d'URSS puis de Russie, en poste notamment dans les dramatiques années post-soviétiques, a été rappelé mi-janvier comme vice-président en charge de la politique monétaire. Le Kremlin, par la voix du conseiller économique Andreï Beloousov, avait alors prédit des "changements", jugeant "quasi impossible" de faire des affaires avec un taux directeur à 17%. Les mois à venir s'annoncent particulièrement difficiles. Malgré une série de 60 mesures publiées mardi par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise, dont des injections dans le système bancaire, une chute de la consommation et des investissements sont à prévoir.

Les autorités ont déjà prévenu que le produit intérieur brut pourrait diminuer de 5% cette année faute de rebond des cours du pétrole.

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

## SANTÉ

### DU NOUVEAU POUR TRAITER LE CANCER

Le Professeur Michael Lisanti, directeur de l'unité Breakthrough Breast Cancer à l'université, n'aurait jamais imaginé qu'un souper familial puisse l'aider dans sa recherche de traitements contre le cancer. C'est en discutant avec sa fille, Camilla, huit ans, et son épouse, le Dr Federica Sotgia, qu'il a eu une révélation. La fillette lui a simplement suggéré de prendre des antibiotiques, "comme quand je suis malade". "Je discutais avec Camilla sur des manières de traiter le cancer et elle m'a demandé pourquoi nous n'utilisons pas des antibiotiques", dit-il. "Je savais que les antibiotiques pouvaient affecter les mitochondries, mais cette conversation m'a aidé à faire un lien direct. Camilla a fait une généralisation naïve que les adultes ne feraient pas puisqu'ils en savent trop. (...) Nous avons creusé et examiné le problème et toutes les pièces du puzzle se sont assemblées." L'idée a fait son bonhomme de chemin et il a décidé de regarder l'effet de ce type de médicaments sur les cellules cancéreuses. Avec une équipe de chercheurs de New York et Philadelphie, il a utilisé cinq types d'antibiotiques sur des cellules de huit types de cancers. Ils ont remarqué que quatre d'entre eux éradiquaient les cellules souches de certains cancers, y compris le glioblastome, une des tumeurs du cerveau des plus agressives. Ils ont alors conclu que certains antibiotiques (dont notamment celui pour traiter l'acné, la doxycycline) soignant d'autres maladies pourraient être utilisés pour traiter certains cancers. D'autres études doivent être menées. Pour les scientifiques, cela pourrait ouvrir une nouvelle voie thérapeutique et peut-être permettre aux patients d'avoir des traitements plus abordables.

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

15 LA NATION N°1186 / SAMEDI 31 JANVIER 2015

# MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

## ASIE

La Bourse de Tokyo a fini en hausse de 0,39% vendredi, de bons résultats de sociétés aux Etats-Unis, ainsi qu'au Japon, notamment de Nomura Holdings et Advantest, ayant réveillé l'appétit des investisseurs pour les actifs à risque. L'indice Nikkei a gagné 68,17 points à 17.674,39 et le Topix, plus large, a pris 1,49 point (+0,11%) à 1.415,07. Sur la semaine, le Nikkei a progressé de 0,93% et sur le mois l'indice a avancé de 1,28%. Wall Street a progressé jeudi, portée par le raffermissement des cours du pétrole et les bons résultats d'Apple et de Boeing. Sur le plan macroéconomique au Japon, les derniers indicateurs reflètent un ralentissement de l'inflation pour le cinquième mois consécutif en décembre, avec la baisse du coût de l'énergie, mais un rebond inattendu de la production industrielle, de 1,0%. Nomura Holdings a pris 1,46% après avoir annoncé la plus forte hausse de son bénéfice trimestriel en un an et Advantest a gagné 9,33% après avoir relevé ses prévisions de bénéfice et dividende pour l'exercice à fin mars.

La clôture dans les autres bourses asiatiques :

**S&P/ASX 2000 ( Australie )** 5.588,30 +18,82 +0,34%

**Hang Seng ( Hong Kong )** 24.507,05 -88,80 -0,36%

**Shanghai ( Chine )** 3.211,67 -50,64 -1,55%

**BSE Sensex ( Inde )** 29.182,95-498,82 -1,68%

**KOSPI ( Corée du sud )** 1.953,48 +2,46 +0,13%

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a fini en baisse de près de 1,5% vendredi, sous le coup de la publication d'un produit intérieur brut (PIB)



américain inférieur aux attentes et des craintes des conséquences d'une possible instabilité dans la zone euro en raison de la Grèce. L'indice Dow Jones a cédé 1,45%, soit 251,90 points, à 17.164,95. Le S&P-500, plus large, a perdu 26,26 points, soit 1,3%, à 1.994,99. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 48,17 points (-1,03%) à 4.635,24. Sur l'ensemble de la semaine, le Dow Jones et le S&P ont perdu 2,8% et le Nasdaq 2,6. Pour la totalité du mois de janvier, le Dow Jones accuse un repli de 3,6%, le S&P un recul de 3,1% et le Nasdaq une baisse de 2,1%. C'est la première fois depuis la période avril-mai 2012 que le S&P 500, qui avait perdu 0,42% en décembre, enchaîne deux mois consécutifs de pertes. C'est également sa plus mauvaise performance mensuelle en un an, tout comme pour le Dow. En 2014, le Dow avait gagné plus de 7,5%, le S&P près de 11,5% et le Nasdaq 13,4%. La croissance de l'économie américaine a nettement ralenti au quatrième trimestre, le tassement de l'investissement des entreprises et le creusement du déficit commercial ayant occulté la hausse de la consommation des ménages, la plus forte depuis 2006, selon la première estimation en la matière publiée dans la journée. Le PIB a progressé de 2,6% en rythme annualisé sur octobre-décembre, après le bond spectaculaire de 5,0% enregistré sur les trois mois précédents, a annoncé le département du Commerce. Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne un chiffre de 3,0%. "Les consommateurs ne semblent pas inquiets au sujet des perspectives de l'économie américaine", a déclaré Paul Zemsky, chargé des investissements chez Voya Investment Management. Les ménages américains semblent ainsi sur la même longueur d'ondes que la Réserve fédérale, qui avait estimé mercredi que la croissance restait "solide" aux Etats-Unis malgré les perturbations ailleurs dans le monde. Le dollar est resté quasiment inchangé face à un panier de devises international à la suite des données du PIB. Sur l'ensemble de janvier, il affiche néanmoins une hausse et ce pour le septième mois de suite, du jamais vu depuis la mise en place de cours de change flottants en 1971. Les investisseurs redoutent cependant une possible période d'instabilité dans la zone euro en raison de l'arrivée au pouvoir, il y a près d'une semaine, du parti anti-austérité Syriza en Grèce, le pays où la crise de la dette de la région avait commencé. Le nouveau gouvernement grec n'a pas l'intention de coopérer avec la mission de la "troïka" formée par l'Union européenne, la BCE et le Fonds monétaire international et ne demandera pas une extension du programme d'assistance financière, a déclaré dans la journée le

nouveau ministre des Finances grec.

## EUROPE

Les principales Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi mais affichent une performance de haut vol sur l'ensemble du mois de janvier, stimulées par l'espoir que la décision de la Banque centrale européenne (BCE) d'injecter massivement des liquidités pour juguler le risque de déflation relance la croissance et que les résultats des sociétés s'améliorent. À Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 27,18 points, soit 0,59% à 4.604,25 points. Le Footsie britannique a perdu 0,90% et le Dax allemand 0,41%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a abandonné 0,60% et le FTSEurofirst 300 0,55%. L'indice vedette de la Bourse de Paris a gagné sur l'ensemble du mois 7,76%, sa meilleure performance mensuelle depuis octobre 2011. Le FTSEurofirst 300 et l'indice large Stoxx 600 de la zone euro ont atteint des pics de sept ans durant le mois. Le FTSEurofirst 300 gagné 7,2% sur l'ensemble du mois, sa meilleure performance mensuelle en trois ans. "Après quatre années de déception renouvelée au niveau de la croissance, nous croyons que l'Europe est sur la voie d'un cycle haussier. Ce sera l'un des facteurs dominants conditionnant le retour sur investissement en Europe cette année," écrit Morgan Stanley dans une note publiée vendredi. La tendance à Francfort a été soutenue par la hausse des ventes au détail en décembre à leur rythme annuel le plus élevé en deux ans et demi.

## CHANGE

Vers 14H30 GMT (15H30 HEC), la monnaie unique européenne valait 1,1316 dollar, contre 1,1317 dollar jeudi vers 22H00 GMT. La devise européenne reculait face à la monnaie nippone, à 133,13 yens contre 133,93 yens jeudi. Le dollar aussi baissait face à la devise japonaise, à 117,67 yens contre 118,34 yens la veille. La monnaie unique s'était ressaisie légèrement jeudi, les cambistes ne trouvant pour l'heure pas de raison de faire encore baisser une monnaie européenne déjà très affectée par la divergence monétaire de plus en plus manifeste entre l'Europe et les États-Unis. La politique monétaire de plus en plus volontariste de la Banque centrale européenne (BCE) - qui a annoncé la semaine dernière un programme rachats d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros par mois à partir de mars 2015 et au moins jusqu'à fin septembre 2016

- en contraste avec celle de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui laisse de moins en moins de doute quant à un relèvement prochain de ses taux d'intérêt, actuellement proches de zéro. Les rachats d'actifs de la BCE, dont le but est de stimuler l'activité économique au sein de l'Union monétaire par le biais d'injections massives de liquidités, va avoir pour effet collatéral de diluer la valeur de l'euro et donc de le rendre moins intéressant pour les investisseurs. D'ailleurs, la BCE pouvait se trouver confortée dans sa décision par l'annonce vendredi d'un nouveau recul des prix en zone euro, ceux-ci ayant baissé de 0,6% après une baisse de 0,2% en décembre, selon une première estimation. Vers 14H30 GMT, la livre britannique restait quasi stable face à la monnaie unique européenne, à 75,19 pence pour un euro, et repartait à la baisse face au dollar, à 1,5047 dollar pour une livre. Le franc suisse baissait face à l'euro, à 1,0496 franc pour un euro, et comme face au billet vert, à 0,9276 franc pour un dollar. La devise chinoise a terminé à 6,2506 yuans pour un dollar, contre 6,2467 yuans la veille. L'once d'or a fini à 1263,50 dollars au fixing du matin, contre 1268,75 dollars jeudi soir.

© 2015 La Nation

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

# **M**ANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## **GESTION DE L' ÉCONOMIE : CHÔMAGE ET EMPLOI**

Quelle est la relation entre croissance économique et chômage ? Question fondamentale dans la gestion d'un pays souverain . La Loi d'Okun apporte une réponse à cette question . Arthur Malvin Okun est un économiste américain qui a été conseiller économique du président Kennedy et professeur à l'Université de Yale . La loi d'Okun précisant les relations entre croissance et emploi est à la fois simple (ce qui est rare en science économique) et solide.

### **Qu'est ce que la Loi d'Okun ?**

La Loi d'Okun établit une relation entre le taux de croissance (PIB) et la variation du taux de chômage. Il détermine qu'il faut une

croissance du PIB supérieur à 3% en moyenne pour faire baisser le chômage. Ce taux varie selon les pays, car il dépend de deux facteurs : l'évolution de la population active et de la productivité du travail. En effet, la population active n'est pas stable (car la démographie de la population a un impact direct sur la demande d'emplois), si elle augmente de 1% par an, il faut que la croissance de la production croît elle aussi de 1% pour que le chômage se stabilise, que les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi soient "absorbés". A l'identique, la productivité du travail s'accroît normalement chaque année (progrès techniques, formation du personnel, management de plus en plus "efficace"...). Si cette productivité augmente de +0.5%, il faut que la croissance augmente de la même valeur pour stabiliser le chômage.

### **Quelles sont les conséquences de la Loi d'Okun ?**

Pour que le chômage baisse, il faut une solide croissance économique qui dépasse l'augmentation de la population active et de la productivité du travail. Ainsi :

1) Une croissance économique faible ou modérée ne fera pas baisser le chômage, on peut avoir le "paradoxe" d'avoir une économie en bonne santé avec +1.5% de croissance et une augmentation inexorable du chômage. N'en déplaise au chancelier Schmidt, sa maxime "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain", qui a été la base du miracle économique allemand des années 60 70, n'est pas valable.

2) La hausse de la productivité est une mauvaise nouvelle pour l'emploi (on a besoin de moins de monde pour produire la même chose). L'augmentation de la productivité tant vanté par les décideurs politiques pour la "compétitivité" détruit donc des emplois mais c'est une lapalissade.

3) La réduction du temps de travail (en faite une flexibilité accrue) a permis de limiter peut-être la casse au niveau de l'emploi (-0.9% dans notre exemple français), une réduction du temps de travail crée mécaniquement des emplois mais elle favorise aussi une hausse de la productivité (réorganisation, augmentation du temps partiel...). Le rapport reste généralement plus favorable à l'entreprise qu'à l'employé même s'il est délicat à déterminer.

Une démographie faible est une des solutions les plus efficaces et simples à moyen terme pour réduire le chômage et stabiliser la dette car un enfant coûte cher à l'Etat (un élève de collège = 12.000€ / an) et les plus diplômés (ceux qui ont coûté le plus chers avec les études à l'Université) vont plus travailler à l'étranger. Dans une économie fermée, l'éducation est un bon investissement, mais si nos chercheurs, ingénieurs... vont chercher du boulot à l'étranger, nous payons leur formation plein pôt et ne récupérons rien. Les USA et le Canada l'on bien compris en accueillant les jeunes diplômés à bras ouverts (investissement zéro, rentabilité maximum).

5) La loi d'Okun reste méconnue du grand public car il n'est pas de l'intérêt des décideurs politiques que les citoyens en prennent conscience car la conclusion ultime est que le plein emploi devient un mythe dans un économie ouverte et moderne sauf à pratiquer une politique démographique malthusienne. Bref, un monde sans beaucoup d'horizon pour 90% de la population de l'OCDE.

Quelles sont les limites de la Loi d'Okun ?

Les travaux de Jim Lee montrent l'efficacité de la Loi d'Okun pour les pays de l'OCDE, de nombreux travaux complémentaires sur des pays comme le Mexique, la Malaisie... vont dans ce sens. Avec la Loi d'Okun, nous pouvons calculer le coefficient d'Okun. Celui permet de savoir combien d'emplois en gros sont créés quand le seuil critique est franchi. Ce coefficient peut se comprendre comme cela : Les entreprises embauchent plus en cas de hausse de la production, mais elles licencient plus rapidement en cas de difficulté: un même taux de croissance a donc un effet plus important actuellement sur le taux de chômage qu'il y a 20 ans, à la hausse comme à la baisse, signe de l'accélération de notre société mondialisée.

**Sources :**

**Arthur Okun, Potential GNP: Its measurement and significance, American Statistical Association, Proceedings of the Business and Economics Section, 1962**

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER ET LE CABINET DE CONSULTANT INTERFACE

21 LA NATION N°1186 / SAMEDI 31 JANVIER 2015

# T TABLEAU DE BORD

## LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2015 à 9,61euros de l'heure. Avec cette hausse , le salaire minimum passe à 1457,52 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum devrait être différent .

## INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Au troisième trimestre 2014, l'indice de référence des loyers est de 125,24 et augmente de 0,47% sur un an. .

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

## INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

## POPULATION

POPULATION 2012: 410 335 habitants

## OFFRE

PIB 2013 : **8103** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2013: **2897**

RESSOURCES TOTALES : 11 000

## DEMANDE

CONSOMMATION 2013: 8 491 ( **4928** ménages et **3563** administration )

INVESTISSEMENT 2013 : **1465**

EXPORTATIONS 2013 : **830**

DEMANDE TOTALE : 11 000

## **PRIX**

NOVEMBRE 2014 : -0,2 % sur un mois ; 0,5 % sur un an.

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C D E) en novembre 2014: 74270 ( 0,2% sur un mois et 5 % sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2014 : 720 ( - 1 % sur un mois ).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

# **LA NATION POUR VOUS INFORMER**

**SUIVEZ NOUS SUR**  
**LES RÉSEAUX SOCIAUX**